

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

L'Edito du Psy Conseil National de Sécurité à l'Elysée : une révolution..qui n'est pas de Palais !



- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 20 mai 2007

Nice Premium



Si elle devait être confirmée, la décision de créer au sein même de la Présidence de la République, un Conseil National de Sécurité constituerait une petite révolution dans le monde du renseignement. Loin d'être, comme on pourrait le présenter, un simple décalque d'une structure déjà existante aux Etats-Unis, ce regroupement d'experts ne jurerait en rien parmi ses partenaires européens. Il y a longtemps que Londres, avec son « Permanent Secretary on Intelligence Service » », Berlin avec son Secrétaire d'Etat auprès de la Chancellerie ou même Moscou avec un Conseil de sécurité où sont le plus souvent prises les véritables décisions, se sont dotés d'un dispositif équivalent. La raison en est simple et l'on peut s'étonner qu'elle n'ait pas - et plus tôt - trouvé davantage d'écho à Paris : les documents confidentiels émanant de tous les services de renseignement, des diplomates et des attachés militaires en poste à l'étranger sans parler des informations de veille technologique et de concurrence industrielle, qui sont proposés comme autant d'aides à la décision au pouvoir politique se révèlent trop nombreux et ne sont parfois tout simplement pas lus ! D'où une fantastique déperdition d'énergie et de connaissances. Sans parler d'épisodes douteusement célèbres où, sur le bureau du Président de la République, parviennent le même jour en provenance de services français différents, deux documents des plus secrets qui fournissent une information totalement contradictoire sur un événement d'intérêt national. Si, comme on lui en prête l'intention, Nicolas Sarkozy veut en finir avec le « domaine réservé », nul doute que la mise en place de cette cellule rassemblant membres du Quai d'Orsay, du Ministère de la défense, du SGDN et Universitaires, sans oublier les industriels pour être efficace dans sa bataille pour l'emploi, permettra de faciliter la circulation d'informations dont la détention et le cloisonnement demeuraient jusqu'alors malheureusement associés à des stratégies de puissance personnelle.

Une question toutefois subsiste : Ce Conseil aura-t-il autorité sur les Services ? Autrement dit, évaluera-t-il seulement les informations ou, de manière plus ambitieuse et innovante, pourra-t-il également guider, voire coordonner l'action des différents instruments de renseignement au service de l'Etat ? Point aussi sensible qu'épineux. Les susceptibilités devant lesquelles le pouvoir s'est trop souvent incliné ou dont il a, au contraire, abusivement tiré profit pour « avoir plusieurs cartes en main », ne seront peut-être plus de mise demain. La logique de l'efficacité, si chère au nouveau Président, devrait donc l'emporter, à l'image de la fusion déjà en cours entre les différents services intérieurs qui seront regroupés *ratione loci* à défaut de l'être totalement *ratione materiae*. Pour la première fois néanmoins, le triste « Espionnage » à la française ne serait plus injustement dévalorisé face à son noble équivalent britannique de « Intelligence ».